

FGTB

ON VOUS MENT

REGIONALISATION DE L'IMPOT

=

PLUS DE PAUVRETE ET PLUS D'INEGALITES

Contre-arguments à la pensée unique des nationalistes de la N-VA

1. "La N-VA oeuvre pour la prospérité économique et le bien-être social"

ON VOUS MENT

Si on régionalise l'impôt des personnes physiques:

- certains travailleurs pourraient avoir un salaire net plus élevé que d'autres pour un même travail. Ceci permettrait aux employeurs d'une des Régions de pratiquer la modération salariale pour faire pression sur les autres Régions et tirer l'ENSEMBLE des salaires vers le bas. Qui y gagnerait? Aucun travailleur;
- d'autant que si les salaires diminuent globalement, ils alimentent moins les caisses de l'Etat fédéral et de la sécurité sociale. Cela signifie donc, là aussi pour tous les travailleurs, d'où qu'ils soient: moins de pension, de moins bonnes allocations en cas de perte d'emploi, une facture de soins de santé plus élevée. Ce phénomène serait d'ailleurs aggravé par toute tentative de scission, partielle ou totale, de la sécurité sociale;
- cette volonté de régionaliser l'impôt est d'autant plus incompréhensible que les Régions n'utilisent pas la possibilité qu'elles ont déjà de faire payer un peu plus ou un peu moins d'impôt à leurs citoyens (chaque région à une marge de 6,75% pour imposer plus ou moins ses administrés);
- si une Région diminue les impôts, les autres Régions suivront avec, comme conséquence, un appauvrissement global des autorités publiques.



Quelle prospérité? Pour la FGTB, il s'agit d'appauvrissement collectif!

2. "La N-VA défend un véritable "vivre ensemble""

ON VOUS MENT

Si on régionalisait l'impôt des sociétés (pour lequel certains employeurs ne sont d'ailleurs pas demandeurs), cela entraînerait:

- des difficultés pratiques et administratives énormes, qui compliqueraient la vie de tout le monde;
- une concurrence fiscale, entre Régions, au niveau de l'impôt des sociétés et des risques de délocalisations vers la Région qui pratiquerait l'impôt le plus bas. Cela signifie moins de moyens pour faire face aux besoins sociaux et collectifs: infrastructures routières, transports publics, soins de santé (précisons que l'Irlande a pratiqué l'impôt bas et, la crise aidant, se retrouve aujourd'hui pratiquement en faillite);
- une concurrence terrible entre les travailleurs d'entreprises différentes mais aussi entre travailleurs d'une même entreprise!



C'est ça le bien-être? Parlons plutôt d'inégalités croissantes!

! Les politiques économiques et industrielles, pour être plus efficaces, doivent être davantage confiées aux Régions !

3. "La N-VA est le syndicat de l'intérêt général"

ON VOUS MENT

Le programme des nationalistes implique moins de pouvoir d'achat pour les travailleurs et les allocataires sociaux, c'est-à-dire, aussi, moins de moyens pour les biens de consommation de base qui font tourner l'économie. Mais tout le monde ne serait pas logé à la même enseigne...

En effet, la N-VA est favorable à la déduction des intérêts notionnels ainsi qu'à de nouvelles réductions de cotisations sociales pour les entreprises.

En outre, l'annualisation de la durée du temps de travail, la suppression des prépensions, le recul de l'âge de départ à la retraite et la limitation des allocations des travailleurs sans emploi, au programme de la N-VA, ne sont pas ce qu'il y a de plus indiqué pour bénéficier d'«une meilleure vie en société»...!



Une telle politique de droite est inconciliable avec la défense des intérêts des travailleurs, c'est-à-dire de leur emploi et de leur pouvoir d'achat!

4. "La N-VA oeuvre pour une communauté maîtresse de sa destinée: libre et responsable"

ON VOUS MENT

Même si les marchés n'ont pas à nous dicter leurs lois, si l'on devait retirer une partie importante de la capacité financière de l'Etat fédéral, on provoquerait à coup sûr une méfiance des marchés quant à la capacité de la Belgique à rembourser sa dette publique.

On devrait aussi déplorer une augmentation des taux d'intérêt et des difficultés supplémentaires en vue d'atteindre la stabilité financière.



Est-ce cela la liberté à la sauce nationaliste?

Dans un état social, tout le monde, y compris une «élite financière et riche», a le devoir de contribuer au financement des services publics et de cotiser à la sécurité sociale.